

Document de référence sur l'éducation des personnes sourdes

Note à l'intention des élèves

L'éducation des personnes sourdes est un sujet riche. Elle est également liée à de nombreux autres récits sur le passé, comme la mise en place de l'instruction publique, la croissance de l'État et l'histoire de la religion. Par conséquent, ce bref document d'information devrait être considéré comme une introduction.

Historique de l'éducation des enfants sourds

On trouve des références aux personnes sourdes dans les écrits de nombreux historiens anciens, y compris les Grecs de l'Antiquité et les premiers chrétiens comme saint Augustin (né en 354 et décédé en 430). Ce n'est cependant qu'aux XVe et XVIe siècles (dans les années 1400 et 1500) que l'on trouve de nombreuses traces sur l'éducation des personnes sourdes. Pendant cette période, on a tenté d'éduquer de petits groupes d'enfants sourds dans de nombreux pays européens. Ainsi, Pedro Ponce de Léon (né vers 1520 et décédé en 1584), un moine bénédictin espagnol, a enseigné à lire et à écrire à deux jeunes nobles qui étaient sourds.

Bien que ces premiers efforts pour éduquer les enfants sourds constituent des jalons importants, nous ne devons pas nous méprendre sur leur importance en supposant, comme certains l'ont fait dans le passé, que les personnes sourdes ne pouvaient pas communiquer ou contribuer à leur société avant d'avoir reçu une éducation en bonne et due forme. La véritable signification du travail des premiers enseignants, comme Pedro Ponce de Léon, découle plutôt de leur impact réel sur la communauté entendante dans son ensemble, qui trouvait erronée la notion largement répandue selon laquelle il était impossible d'éduquer les personnes sourdes.

Si l'idée que les personnes sourdes pouvaient être éduquées s'est répandue aux XVe et XVIe siècles, les possibilités d'éducation des enfants sourds restaient très limitées. Une autre avancée majeure dans

l'histoire de l'éducation des personnes sourdes est survenue au XVIIIe siècle en France lorsque l'abbé Charles-Michel de L'Épée (né en 1712 et décédé en 1789), un prêtre catholique français, fonda en 1760 l'Institut royal des sourds-muets de Paris, la première école publique pour les personnes sourdes en Europe. Bien que la fondation de l'école ait été importante en soi, l'abbé de L'Épée a contribué à l'éducation des personnes sourdes en créant un système de « signes méthodiques », qui ne doit pas être confondu avec l'utilisation de signes pour communiquer. Les personnes sourdes utilisaient les signes naturellement et depuis des siècles pour communiquer ce qu'elles souhaitaient « dire ». L'innovation de l'abbé de L'Épée est d'avoir mis en place un système de signes pour l'enseignement du français. Cela a permis aux communautés sourdes et malentendantes de communiquer plus clairement et, par conséquent, le « système français » de signes s'est rapidement répandu.

Arrivée de l'instruction publique, de l'enseignement spécialisé et de l'éducation des personnes sourdes au Canada

Bien qu'il y ait eu des écoles de tous genres depuis des siècles, les premières écoles n'avaient guère de ressemblance avec les écoles publiques modernes. En comparaison, elles étaient peu nombreuses et éloignées les unes des autres, souvent de petite taille, et se concentraient en grande partie sur l'éducation des membres de l'élite de la société dont la profession future exigeait une éducation (p. ex. grands propriétaires fonciers, médecins). Cela semble probablement étrange aujourd'hui. Cependant, il est important de se rappeler que pendant une bonne partie de l'histoire du Canada, la majeure partie de la population était composée d'agriculteurs. Comme l'agriculture exigeait la participation de tous les membres de la famille, le travail des enfants (par opposition à l'école) faisait partie de la vie normale au Canada.

Cette situation a commencé à changer au XIXe siècle (dans les années 1800). Bien que les historiens débattent encore aujourd’hui de ce qui a amené cette situation, une combinaison de facteurs (y compris, entre autres, la peur de la diffusion de la culture américaine, les pressions croissantes pour démocratiser davantage le gouvernement en créant plus de citoyens, et la croyance que les changements économiques amèneraient plus de jeunes à poursuivre des carrières non agricoles) ont donné naissance au soutien à l’enseignement public. La création de ces écoles était souvent contestée, car de nombreux contribuables locaux n’aimaient pas l’idée d’en payer le coût, mais à partir des années 1840, l’idée d’une scolarité publique obligatoire s’est répandue. Ainsi, en 1871, l’Ontario exigeait que tous les enfants de sept à douze ans fréquentent l’école pendant quatre mois par année.

Toutefois, au fur et à mesure que la fréquentation scolaire augmentait, les écoles ont dû se pencher sur la question de savoir comment éduquer au mieux leur population étudiante de plus en plus diversifiée. Certains, par exemple, souhaitaient que toutes les écoles publiques offrent une éducation semblable à celle des écoles privées plus anciennes (modélées sur les anciens collèges classiques). D’autres estimaient que ce type d’éducation, qui avait été mis en place pour ceux qui auraient besoin de poursuivre des études supérieures, ne serait guère utile à la plupart des étudiants. Ils pensaient plutôt que les écoles publiques devraient adopter une orientation professionnelle en enseignant des compétences de base (la lecture, l’écriture et les mathématiques) tout en enseignant des matières pratiques comme l’agriculture et le dessin mécanique. Éventuellement, de nombreuses provinces finirent par adopter des systèmes hybrides qui « canaliseraient » les étudiants selon leurs aptitudes, certains allant vers un programme universitaire et d’autres, vers un programme plus axé vers le monde du travail.

Dans les premiers balbutiements de l’instruction publique, dans la plupart des provinces, les enfants sourds étaient envoyés dans des institutions spécialisées. Au Québec, on comptait l’Institution catholique des sourds-muets, fondée en 1848, l’Institution des sourdes-muettes, fondée en 1851, et l’Institution Mackay pour sourds-muets protestants (crée par Thomas Widd en 1869 et nommée en hommage à Mackay en 1877). En Ontario, il y avait la Sir James Whitney School for the Deaf, à Belleville, ouverte en 1870 sous le nom de l’Ontario Institution for the Education and Instruction of

the Deaf and Dumb. Dans les provinces de l’Atlantique, il y avait l’Institution for the Deaf and Dumb, établie en 1856 à Halifax, tandis que les provinces de l’Ouest accueillaient la Manitoba School for the Deaf (fondée en 1888), la Jericho Hill Provincial School for the Deaf, à Vancouver (fondée en 1922) et la R. J. D. Williams Provincial School for the Deaf, à Saskatoon (fondée en 1931).

Bien que certains élèves sourds aient pu profiter d’un enseignement plus poussé à l’école, le programme d’études typique était davantage axé vers le monde du travail si on le compare aux normes actuelles. À l’Institut Mackay, par exemple, les premiers élèves de Thomas Widd recevaient huit heures d’enseignement, six jours par semaine. Sous sa direction, les garçons apprenaient non seulement la langue des signes et l’écriture, mais aussi la menuiserie, le jardinage et le maniement des presses d’imprimerie. Pendant ce temps, les filles apprenaient la cuisine et les travaux domestiques, y compris la confection de vêtements, la couture et le reprisage.

Bien que certains élèves aient déposé des plaintes pour maltraitance auprès de quelques-unes de ces écoles, beaucoup d’élèves sourds, sans doute la plupart, se souviennent affectueusement de leur séjour dans ces établissements. D’autres preuves de l’influence positive de ces écoles sont visibles dans les protestations qui se sont élevées dans les communautés Sourdes locales chaque fois qu’une de ces écoles était menacée de fermeture. En fait, beaucoup de ces souvenirs positifs semblent reposer sur deux principaux sujets : l’apprentissage de la communication avec les autres et le sentiment d’appartenance découlant du fait de faire partie d’une culture Sourde plus large. Ironiquement, ces deux avantages deviendraient sources de conflits à la fin du XIXe et au XXe siècle (à la fin des années 1800 et dans les années 1900).

Le Congrès de Milan de 1880 et le débat entre la langue orale et la langue des signes

Tenu du 6 au 11 septembre, le Congrès international de Milan réunissait des éducateurs de sept pays pour débattre des méthodes les plus appropriées pour éduquer les élèves sourds. En fait, cette discussion opposait les partisans de la langue des signes, comme Edward Miner Gallaudet (président du Gallaudet College for the Deaf aux États-Unis), aux partisans de la langue

orale, comme Alexander Graham Bell, qui soutenait que les élèves sourds devaient apprendre à lire sur les lèvres et à parler. En simplifiant quelque peu, les partisans de la langue orale avaient tendance à soutenir que l'apprentissage de la langue des signes tendait à mettre les personnes sourdes à part et, par conséquent, à les priver de la possibilité de participer pleinement à la société. Ce à quoi ces derniers répondaient habituellement en soulignant d'abord que de nombreuses personnes sourdes ne pouvaient pas apprendre à bien parler ou à lire sur les lèvres. Par conséquent, l'idée que les personnes sourdes puissent participer aisément à la société entendante dans son ensemble n'était pas une bonne idée. Ils étaient aussi d'avis que le langage des signes était une véritable langue, bien qu'elle ne puisse être comprise par tout le monde (il en va de même pour toute autre langue minoritaire). Le Congrès a fini par voter en faveur de la « méthode d'articulation » (la langue orale), bien qu'il faille noter que sur les 164 délégués, un seul (James Denison) était sourd.

L'impact immédiat du Congrès de Milan au Canada a varié d'une institution à l'autre. Thomas Widd, par exemple, a plaidé en faveur d'une approche hybride, offrant aux élèves de son école la possibilité d'apprendre à la fois la langue des signes et la langue orale. Avec le temps, cependant, la plupart des écoles publiques pour personnes sourdes se sont rangées vers l'enseignement de la langue orale (lire et parler). Dans le cas de l'Institut Mackay, cela s'est produit en 1934 lorsque le conseil d'administration de l'école a décidé que la langue des signes devait être abandonnée parce qu'elle « sépare ou exclut les sourds de la conversation normale ». L'accent mis sur la langue orale a souvent conduit à une certaine hiérarchie dans les écoles pour personnes sourdes : ceux et celles qui savaient lire sur les lèvres et parler se percevant comme supérieurs. Il faut toutefois noter que de nombreuses organisations au sein des communautés Sourdes locales se sont opposées à l'abandon de la langue des signes et que beaucoup de parents et d'élèves ont trouvé frustrant de mettre l'accent sur la lecture sur les lèvres et l'apprentissage de la langue orale. Par exemple, Julius Wiggins, un garçon sourd qui a fréquenté l'École des sourds de l'Ontario, mais qui a par la suite été transféré à l'école torontoise Central Technical School, à la fin des années 1940, a rappelé que la lecture sur les lèvres ne lui était guère utile à Central Tech :

On nous enseignait les sujets habituels, mais nous avons trouvé que tenter de comprendre

nos professeurs était inutile. Aucun d'entre eux n'a jamais fait beaucoup d'efforts pour nous. Au lieu d'utiliser le tableau, ils parlaient assis à leur pupitre et comme aucun d'entre eux n'essayait d'énoncer clairement ou de parler en étant vus, nous ne pouvions pas lire sur les lèvres... Je me sentais tout à fait perdu et je m'en plaignais amèrement à mon père.

Ségrégation, éducation spécialisée et enseignement des enfants sourds au début du XXe siècle

À la fin du XIXe siècle (fin des années 1800 au début des années 1900), la ségrégation des élèves sourds dans les écoles spéciales, souvent très éloignées d'où vivait leur famille, a suscité un débat considérable. Dans certains cas, ce débat opposait les parents, qui souhaitaient voir leurs enfants plus souvent, aux communautés Sourdes, qui voyaient les pensionnats comme des institutions importantes quiaidaient les élèves à se former une identité en tant qu'individus Sourds. Cette préoccupation au sujet de la ségrégation des élèves sourds était également liée à des tendances plus générales au sein du système d'éducation de l'enfance en difficulté, en particulier à la progression et à la régression de l'eugénisme, et à l'idée de quotient intellectuel (appelé le QI).

Le mot « eugénisme » est dérivé d'un terme grec signifiant « bien né ». Le terme a été utilisé pour la première fois par Sir Francis Galton, au Royaume-Uni en 1883. Au coeur du mouvement eugénique se trouvait l'idée, poussée par les premières expériences en génétique, que des traits de caractère particuliers étaient fortement ou purement héréditaires. Ainsi, de nombreux eugénistes croyaient que la maladie mentale, le retard mental et la criminalité étaient purement héréditaires. Cela signifiait, selon les eugénistes, que si une personne atteinte d'une maladie mentale se reproduisait, sa progéniture hériterait de ce trait. Au début des années 1900, le mouvement de l'eugénisme au Canada a eu un impact important sur les politiques publiques dans un certain nombre de domaines. En ce qui concerne l'éducation, Helen MacMurchy, l'une des plus éminentes eugénistes du Canada, a fait valoir avec force ce point de vue :

Des recherches récentes ont montré que dans près de soixante-quinze pour cent des cas de déficience mentale, la cause de cette déficience

mentale est héréditaire, provenant de l'un des parents ou des deux, ou de leurs ancêtres directs... Par conséquent, bien qu'il soit de notre devoir d'être bons envers les déficients mentaux, de les protéger contre le mal, les insultes, les blessures et l'injustice, de faire de notre mieux pour eux par la formation, l'éducation et les possibilités qui leur sont offertes, nous leur faisons du tort si nous leur permettons d'avoir des enfants, comme nous l'avons fait dans le passé.

La Dre MacMurchy et ses partisans ont également soutenu que le fait de placer des enfants « faibles d'esprit » dans des classes ordinaires était un gaspillage de ressources. Ils proposaient plutôt la création d'un enseignement spécialisé, ou de classes « auxiliaires », où ces élèves pourraient recevoir une éducation axée sur l'enseignement des compétences professionnelles, des aptitudes à la vie quotidienne et de l'initiation à la morale.

L'appel des eugénistes en faveur de l'enseignement spécialisé a été repris dans de nombreux domaines au début des années 1900. Toronto, par exemple, ne comptait que quatre classes auxiliaires à temps partiel en 1910, mais dans les années 1920, un système complet d'enseignement spécialisé avait été mis en place. Un facteur clé dans la propagation de ce système était l'idée du QI (le « quotient intellectuel »), et son utilisation dans les systèmes éducatifs. Le concept du QI vient de la psychologie. Son histoire est longue et complexe et elle ne peut pas être examinée en profondeur ici; l'idée-clé, cependant, est qu'au début des années 1900, les psychologues croyaient qu'il était possible de mesurer avec précision l'intelligence d'une personne en mesurant son QI. Ils étaient aussi d'avis que cette intelligence était fixe ou immuable (de sorte qu'une personne peu intelligente aurait toujours une intelligence faible). Ces affirmations cadreraient non seulement avec les croyances des eugénistes, mais aussi avec l'idée du QI. Elles leur offraient également un moyen pratique, relativement rapide et apparemment scientifique de trier les étudiants. Comme cela avait été le cas pour l'enseignement spécialisé, le QI et les tests de dépistage se sont répandus rapidement dans le système d'éducation.

Mais l'eugénisme dans le domaine de l'éducation a rapidement perdu de sa vigueur et les craintes concernant les « faibles d'esprit » se sont généralement dissipées dans les années 1920. Ce changement d'attitude a été

en grande partie favorisé par des changements au sein de la psychologie de l'éducation, où de nombreux psychologues ont commencé à remettre en question les affirmations des premiers partisans du QI. En fait, dans les années 1920 et 1930, l'idée d'intelligence figée a été remplacée par celle de « difficultés d'apprentissage » spécifiques. Cette théorie prétend qu'un cas précis de difficulté, comme les problèmes d'apprentissage de la lecture, n'est peut-être pas le signe d'une intelligence plus basse que la moyenne, mais plutôt le résultat d'un problème précis et traitable. L'apparition de cette idée dans la psychologie de l'éducation a entraîné des changements importants au sein de l'éducation spécialisée. Il est ainsi devenu de plus en plus courant que les élèves retournent dans des classes « ordinaires » après avoir passé un certain temps dans des classes d'enseignement spécialisé.

En ce qui a trait à l'éducation des personnes sourdes, les craintes eugéniques au sujet de l'hérédité ont suscité des inquiétudes quant au mariage entre personnes sourdes, particulièrement lorsque ces mariages étaient avec d'autres personnes sourdes. En fait, cette crainte était si forte que certains craignaient que les personnes sourdes ne créent ainsi leur propre race distincte. Bien que cette crainte ait été contestée par bien des gens, y compris Thomas Widd, ces préoccupations ont apporté de l'eau au moulin de ceux qui souhaitaient voir les élèves sourds éduqués dans les écoles publiques. Elles ont également renforcé l'argument des partisans de la langue orale, comme Alexander Graham Bell, qui estimaient que l'utilisation de la langue des signes séparait les personnes sourdes de la communauté entendante. Par conséquent, certaines administrations scolaires ont commencé à intégrer un plus grand nombre d'élèves sourds dans le système scolaire régulier. Souvent, cela se faisait d'abord en enseignant « l'articulation » (lire et parler) puis en poussant les élèves à suivre des cours « réguliers » avec les élèves entendants. Même les écoles pour personnes sourdes n'étaient pas à l'abri de cette pression. À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, bon nombre de ces écoles ont abandonné l'enseignement des signes, certaines allant même jusqu'à séparer physiquement les élèves qui avaient déjà appris le langage des signes de ceux qui ne l'avaient pas fait, craignant que les tentatives des élèves d'apprendre à parler et à lire sur les lèvres ne soient minées s'ils utilisaient la langue des signes.

Comme nous l'avons déjà mentionné, de nombreuses personnes et organisations sourdes s'opposaient à la

langue orale, ce qui remettait en question l'idée que la surdité était un « handicap » qu'il fallait surmonter, croyant plutôt que les personnes sourdes devaient être considérées comme ayant leur propre culture. Le conflit entre ces deux conceptions de la surdité a continué d'influencer l'éducation tout au long du XXe siècle et on peut même en voir la preuve aujourd'hui, tant dans les écoles que dans le débat entourant l'utilisation des implants cochléaires pour redonner l'ouïe à certaines personnes sourdes.

Comment relier l'éducation des enfants sourds à d'autres narratifs

Bien que l'éducation des enfants sourds soit importante en soi, les historiens reconnaissent que ce récit est lié et influencé par les changements survenus dans d'autres secteurs de la société, y compris, mais sans s'y limiter, les changements dans l'éducation et l'évolution de l'État. Bien qu'il ne soit pas possible d'examiner de tels liens ici, il est fortement recommandé aux élèves d'examiner, de discuter et d'enquêter sur ces liens au fur et à mesure qu'ils apprennent à connaître l'éducation des enfants sourds.